

Tunis 10 Avril 2020

**LES MESURES DU GOUVERNEMENT SONT ENCOURAGENTES
MAIS IL FAUT DES DECISIONS PLUS FORTES POUR PROTEGER
LES [MIGRANTS.ES](#) ET LES RÉFUGIÉS.ÉES CONTRE LE COVID-
19**

Dans le cadre des efforts de prévention et de riposte efficace à cette pandémie, le gouvernement tunisien a pris des mesures courageuses pour lutter contre ce fléau en décidant le confinement dans tout le pays et en mettant en place des aides sociales d'urgence à destination des plus démunis qui subissent de manière violente les conséquences de la crise sanitaire, sociale et économique.

Les ministres de l'Intérieure, des Affaires Sociales et des droits de l'Homme et des relations avec les instances constitutionnelles et la société civile, ont lors d'une réunion le 7 avril pris des mesures positives en faveur des étrangers résidents en Tunisie. Les dates de fin de visas et les implications financières sont suspendues, il a été décidé que des aides financières et en nature seront spécifiquement octroyées et les bailleurs ont formellement été demandés de reporter les loyers des mois de mars et avril 2020. Ce sont des mesures positives que nous encourageons et qui doivent être suivies par d'autres mesures pour répondre d'une manière durable aux enjeux qui se posent.

Nous, organisations de la société civile tunisienne, continuons à exprimer notre profonde préoccupation face à l'extrême précarisation des plus vulnérables et en particulier ceux dont le statut les prive du droit à la santé : les [migrants.es](#), les [réfugiés.es](#) et les demandeurs d'asiles présents sur le territoire tunisien.

La directrice générale d'UNICEF a déclaré le 1er avril 2020 : « La pandémie de COVID-19 pourrait dévaster les populations de réfugiés, de migrants et de personnes déplacées à l'intérieur du pays sans une action internationale urgente » [\[3\]](#).

Nous insistons sur la double vulnérabilité de ces populations, souvent en situation d'exclusion sociale, vivant dans des conditions de promiscuité et privées aujourd'hui de toute source de revenu, pour faire face à l'épidémie et aux conséquences du confinement. Leur situation administrative amplifie fortement les risques et confronte les individus et leur famille à des obstacles insurmontables sans une intervention courageuse du gouvernement.

A ce jour, malgré des initiatives de différents acteurs de la société civile, il n'existe en Tunisie aucun plan national pour informer spécifiquement ces communautés et les orienter vers les permanences d'accès aux soins de santé et autres services de prévention, indispensables pour endiguer la pandémie sur l'ensemble du territoire tunisien.

Nous demandons donc au gouvernement de porter une initiative nationale afin d'instaurer un climat de confiance, rassurer ces populations et formaliser leur prise en charge, afin que leur droit à la santé, au même titre que les tunisiennes et tunisiens, soit garanti. Conformément aux appels internationaux des militants des droits humains, nous demandons au gouvernement d'étudier les alternatives à la détention des réfugiés et des migrants vulnérables à la maladie bloqués dans les centres d'El Ouardia et de Ben Gardanne, et ce, eu égard à un risque élevé d'être gravement malade ou de mourir en cas de contamination[4].

Nous alertons sur la lourde responsabilité que constitue l'exclusion des [migrants.es](#), des [réfugiés.es](#) et des demandeurs d'asiles présents sur le territoire tunisien du système de santé national et des aides économiques exceptionnelles mises en place, et sur toutes éventuelles pratiques discriminatoires qui seraient une atteinte à leurs droits fondamentaux et en contradiction avec les efforts déployés pour réduire les contagions et éradiquer la pandémie dans notre pays.

Nous demandons au gouvernement d'assumer cette responsabilité historique et de réunir les conditions pour une opération exceptionnelle de régularisation de migrants présents sur le territoire tunisien. Cette responsabilité répond aux différents appels des organisations tunisiennes de droits humains et aux préoccupations exprimées depuis plusieurs années et à plusieurs reprises par les partenaires sociaux face à la précarité et à l'exploitation des travailleurs irréguliers en Tunisie.

Les personnes réfugiées et migrantes vivent et travaillent à nos côtés et au sein de nos familles, elles ne peuvent être abandonnées. Elles sont venues en très grande majorité de l'Afrique, continent que nous partageons et avec lequel la Tunisie a fait le choix d'accroître le développement et la coopération mutuellement bénéfique. La solidarité nationale envers les plus vulnérables ne peut faire abstraction des circonstances extrêmes auxquelles sont confrontées les populations migrantes présentes sur notre territoire.

Nous, organisations de la société civile, faisons cet appel pour le droit à la santé pour TOUS.

Signatures :

1. L'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT)
2. Le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES)
3. L'association Citoyenneté, Développement, Cultures et migrations des deux Rives (CDCMIR)
4. Ligue Tunisienne des droits de l'homme LTDH
5. Avocats sans frontières
6. Union des Leaders Africains – association pour le Leadership et le Développement en Afrique
7. Association Tunisienne des femmes démocrates (ATFD)
8. Union des diplômés chômeurs UDC
9. Réseau Euro-Maghrébin Citoyenneté et Culture (REMCC)
10. Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)
11. Le Comité de Vigilance pour la Démocratie en Tunisie – Belgique
12. Association tunisienne de défense des droits de l'enfant (ATDDE)
13. Association Bylhwem
14. Ligue des Électrices Tunisiennes (LET)
15. Association Nachaz-Dissonances
16. NOMAD08
17. Association Tunisienne de Droit de la Santé
18. Association Tunisienne pour la Justice et Légalité (DAMJ)
19. ATL MST sida Tunis
20. Atsr TATAOUINE
21. Association Amal d'Environnement Mélaoui

22. Association développement sans frontières Moularès
23. Association tunisienne de défense des libertés individuelles
24. L'association Tunisienne de prévention positive (ATP+mAJDI)
25. Tunisie Pôle Mondial de la Bonne Santé et du Bien-être de Tous (TPM BEST)
26. Association Maghrébine de Sécurité Sanitaire des Aliments (AMSSA)
27. Associations Arts et Cultures des deux Rives (ACDR)
28. Association L'association Création et Créativité pour le Développement et l'Embauche (CCDE)
29. Association des Tunisiens en France
30. L'association Tunisienne de Défense des Libertés Individuelles
31. Médecin du Monde Belgique
32. Free Sight Association
33. Centre de Tunis pour la Migration et l'Asile
34. Association Scientifique des études sur la Population, la Migration et la Société
- 35.
- 36.

Députés :

Majdi Karbai

Jamila Dabbech Ksiksi

Zied Ghanney

Mohamed Ammar

Hichem AJBOUNI

Amal Saidi

Anouar Ben Chahed

Lazher Chamli

Hatem Karoui

Ridha Zaghmi

Salem Khetata

Samia Hammouda Abbou

Sofiene Makhloufi

Salma Maalej

Farhat Rajhi

Lassaad Hajlaoui

Mohamed Bounanni

Mounira Ayari

Nabil Hajji

Nizar Makhloufi

Noemen Euch

Najmeddine Ben Salem

Mohamed Dhia Eddine Ben Amor

Personnalités :

Dr Raoudha Turki

Hechmi Ben Frej

Dr Hedi Achouri

Dr Fethi Mansouri

Dr Béchir BOUSSALMI

Sami Aouadi

Dr Mohamed Salah Ben Ammar

Hassène Kassar

Anware Mnasri

Dr Zahra Marrakchi

Youssef Amadou

Dr Mouna Sakly

Mohamed Limem

Bedel GNABLI

Abdeljelil Bédoui

Hassen Boubakri

Dorra Mahfoudh Draoui

Tarek Ben Hiba

Moncef Guedouar

Leith Ben Becher

Pr Mouez Soussi

Seïfallah Tarchouni

[1] <https://www.unicef.fr/article/covid-19-les-populations-de-refugies-de-migrants-et-de-personnes-deplacees-pourraient-etre-0>

[2]https://www.ohchr.org/AR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25762&LangID=A&fbclid=IwAR1HihXjZ2iIU70WwUK5YoY-s7Q_-24WkoizeqBXNdCy9IAHPqW2XPgjEWA

[3] ^[3](<https://www.unicef.fr/article/covid-19-les-populations-de-refugies-de-migrants-et-de-personnes-deplacees-pourraient-etre-0>).

[4] [4]https://www.ohchr.org/AR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25762&LangID=A&fbclid=IwAR1HihXjZ2iIU70WwUK5YoY-s7Q_-24WkoizeqBXNdCy9IAHPqW2XPgjEWA

<https://ftdes.net/pour-des-mesures-durgence-de-protection-des-migrants-es-et-des-refugies-ees-contre-le-covid-19/>

[LES MESURES DU GOUVERNEMENT SONT EN COUR
MAIS IL FAUT DES DECISIONS PLUS FORTES POUR P
MIGRANTS.ES ET LES RÉFUGIÉS.ÉES CONTRE LE COV
FTDES](https://ftdes.net/pour-des-mesures-durgence-de-protection-des-migrants-es-et-des-refugies-ees-contre-le-covid-19/)

ftdes.net
